

Convention collective

IDCC : 9011. – EXPLOITATIONS AGRICOLES

(Ain)

(8 décembre 1999)

(Étendue par arrêté du 25 mai 2000,

Journal officiel du 7 juin 2000)

AVENANT N° 23 DU 27 MARS 2019

NOR : AGRS1997185M

IDCC : 9011

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ain ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Ain,

D'une part, et

Syndicat des salariés agricoles FO de l'Ain ;

Syndicat des salariés agricoles CFDT de l'Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 25 « Valeur des salaires » de la convention collective est modifié dans les conditions suivantes à partir du 1^{er} avril 2019 :

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE BRUT MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I, échelon 1	10,03	1 521,25
Niveau I, échelon 2	10,07	1 527,13
Niveau II, échelon 1	10,27	1 557,92
Niveau II, échelon 2	10,50	1 591,79
Niveau III, échelon 1	10,75	1 630,28
Niveau III, échelon 2	10,96	1 662,61
Niveau IV, échelon 1	11,61	1 761,13
Niveau IV, échelon 2	11,91	1 805,78
TAM, niveau I	12,50	1 896,60
TAM, niveau II	12,93	1 961,26

Article 2

En application du décret n° 2018-1173 du 19 décembre 2018 portant relèvement du salaire minimum de croissance, les avantages en nature s'établissent de la manière suivante :

Avantages en nature :

(En euros.)

Nourriture : 5 MG	18,10
Petit-déjeuner : 1 MG	3,62
Repas de midi : 2 MG	7,24
Repas du soir : 2 MG	7,24
Logements meublés	
1 pièce : 10 MG	36,20
1 pièce + cuisine équipée : 30 MG	108,60
par pièce supplémentaire : + 14 MG	50,68
salle de bains équipée : + 16 MG	57,92
Logements non meublés	
2 pièces : 20 MG	72,40
par pièce supplémentaire : + 10 MG	36,20
salle de bains équipée : + 16 MG	57,92
Lavage/raccommode : 8 MG	28,96

Article 3

L'article 35 relatif aux congés pour événements familiaux est complété par une disposition relative aux autorisations exceptionnelles d'absence pour le décès d'un enfant, le *b* de cet article est complété de la manière suivante :

« *b*) décès

Enfant(s) : 5 jours. »

Article 4

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la convention collective des salariés agricoles de l'Ain couvre majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessus énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises. Par ailleurs, les modifications apportées à cette convention sont d'ordre général et s'imposent de manière uniforme quelle que soit la taille des établissements concernés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 27 mars 2019.

(Suivent les signatures.)